

## Hamad renouvelle le financement de certains groupes communautaires

7 novembre 2015 | Lia Lévesque - La Presse canadienne | Québec



Photo: Jacques Boissinot La Presse canadienne  
Le ministre de la Solidarité sociale, Sam Hamad, a indiqué qu’il maintenait les protocoles d’entente avec ces organismes pour une durée de trois ans.

Québec vient d’annoncer qu’il renouvelait le financement de plusieurs groupes communautaires, alors même que 1200 d’entre eux ont fermé boutique en signe de protestation durant deux jours, plus tôt cette semaine.

Le ministre de la Solidarité sociale, Sam Hamad, a précisé vendredi qu’il renouvelait les protocoles d’entente avec 383 de ces organismes pour une durée de trois ans. Une somme de 63,9 millions de dollars y sera consacrée.

« Notre gouvernement reconnaît le travail réalisé par les organismes communautaires, qui sont sur la première ligne pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables. Ils sont de précieux alliés dans la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale », a affirmé le ministre Hamad.

Les groupes communautaires qui ont fermé leurs portes durant deux jours, lundi et mardi derniers, protestaient justement contre la lenteur du gouvernement à renouveler leurs ententes, à quelques mois de l’échéance de celles-ci, et ils critiquaient également leur sous-financement.

« Dans le cas des organismes de défense collective des droits [il existe des groupes d’autres types], ça faisait des mois qu’on attendait cette nouvelle-là et qu’on faisait des pressions pour qu’on annonce ce renouvellement », a commenté François Saillant, coordonnateur du Front d’action populaire en réaménagement urbain, au cours d’une entrevue.

Toutefois, cette somme globale signifie une subvention insuffisante pour ces groupes, a-t-il déploré.

Il fait valoir que les groupes spécialisés dans la défense des droits, comme ceux qui défendent les locataires, les accidentés du travail ou les personnes assistées sociales, reçoivent en moyenne 54 000 \$ pour payer les salaires, les lignes téléphoniques et Internet. Il affirme que l’enveloppe globale n’a pas été indexée depuis 10 ans.

### D’autres attendent

M. Saillant s’inquiète également pour une inconnue qui demeure : est-ce que les conditions reliées à ce financement seront modifiées ?

Le coordonnateur du FRAPRU rappelle aussi que de nombreux autres groupes attendent encore des nouvelles de leur financement, puisque l’annonce ne concerne que 383 groupes sur 1200 qui ont fermé leurs portes lundi et mardi derniers.

Il existe de nombreux groupes en santé et services sociaux, qui assurent des services auprès des personnes ayant des problèmes de santé mentale, par exemple de déficience intellectuelle, ou qui font de la prévention ou offrent des services de répit.

Du même souffle, le ministre Hamad a annoncé le lancement d’une consultation publique sur la lutte contre la pauvreté et

Les citoyens sont invités à remplir un questionnaire en ligne pour exprimer leur point de vue sur la pauvreté et l’exclusion sociale, jusqu’au 16 décembre. Un mémoire pourra aussi être déposé au ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale d’ici la fin janvier. Les groupes autochtones ont jusqu’au 26 février. Des groupes de discussion et rencontres seront organisés pour discuter de la question au cours des prochains mois, a précisé le ministre Hamad.